

GUIDE PRATIQUE DE LA FINANCE DURABLE

2027

www.linfodurable.fr

SCANNEZ
LE QR CODE
pour plus
d'informations :



Le non coté accessible aux particuliers : êtes-vous armé pour en sécuriser la recommandation ?

L'Académie France Invest propose
une formation 100 % digital
dédiée aux CGP et distributeurs
pour maîtriser les mécanismes
du capital-investissement et
intégrer cette classe d'actifs
dans vos allocations avec
professionnalisme et conformité.



Édito

La finance durable est aujourd'hui un enjeu incontournable, aussi bien pour les investisseurs professionnels que pour les épargnants qui souhaitent donner du sens à leurs placements. Les réglementations se renforcent, les instruments responsables se structurent, et l'exigence d'impact environnemental et social s'impose progressivement à tous les acteurs du secteur. Dans cet univers en mouvement, des repères clairs sont essentiels pour prendre des décisions éclairées.

Le tronc d'arbre, choisi comme fil conducteur visuel de ce guide, évoque cette idée de progression. Comme les cernes qui témoignent, année après année, de la croissance d'un arbre, ce guide rassemble les notions, pratiques et outils qui jalonnent la construction d'une finance durable toujours plus mature.



Ce guide pratique fournit à chacun des repères concrets : principes de la finance durable, solutions d'investissement responsable, labels et réglementations, ainsi que méthodes pour évaluer l'impact extra-financier des stratégies. Il offre un panorama clair des approches et instruments permettant d'intégrer les critères ESG dans les décisions financières. Des clés pour avancer avec discernement, selon ses objectifs, ses contraintes et son appétence pour le risque.

S'appuyant sur des données récentes, des exemples concrets et des définitions précises, ce guide constitue un socle de connaissances fiable et accessible. Plus qu'un état des lieux, il se veut un outil de référence pour mieux comprendre un secteur en constante évolution.

La rédaction

Ce guide ne constitue ni un document contractuel, ni un conseil en investissement.

Sommaire

1

COMPRENDRE LA FINANCE DURABLE

QU'EST-CE QUE LA FINANCE DURABLE ?	8 ▶
L'ISR, MODE D'EMPLOI	10 ▶
FOCUS : L'INVESTISSEMENT À IMPACT	14 ▶
DÉCRYPTER LA FINANCE SOLIDAIRE	16 ▶
CROWDFUNDING DURABLE : COMMENT ÇA MARCHE ?	18 ▶

2

CHOISIR UN PLACEMENT DURABLE

PANORAMA DES LABELS D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE	20 ▶
TOUR D'HORIZON DES PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS	22 ▶
COMMENT BIEN CHOISIR UN PLACEMENT RESPONSABLE ?	24 ▶
QUELLES ENVELOPPES POUR INVESTIR RESPONSABLE ?	25 ▶
ISR : UN INVESTISSEMENT ÉTHIQUE ET RENTABLE ?	26 ▶
COMMENT MESURER LA PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE ?	28 ▶

3

MESURER L'IMPACT DES PLACEMENTS RESPONSABLES

LES FRANÇAIS ET L'ISR	30 ▶
FINANCE DURABLE ET ODD	32 ▶
LES ODD : UN ENJEU UNIVERSEL	33 ▶

LE LABEL ISR, MODE D'EMPLOI (SUPPLÉMENT)

35 ▶

4

POUR ALLER PLUS LOIN

OÙ S'INFORMER ?	42 ▶
FORMATIONS ET RESSOURCES POUR LES PROFESSIONNELS	44 ▶
GLOSSAIRE : NOTIONS CLÉS DE LA FINANCE DURABLE	48 ▶
10 QUESTIONS À SE POSER AVANT D'INVESTIR	50 ▶

RÉDACTION

Directeur de la rédaction: Valère Corréard
Rédacteur en chef: Thomas Saint-Léger
Journalistes et contributeurs: Camille Dufétel,
Clément Pedrosa, Thomas Saint-Léger
redaction@linfodurable.fr

GRAPHISME

Direction artistique, mise en page: Victor Fauglas, Amélie Segueni

COMMUNICATION, PARTENARIATS & ABONNEMENTS

Responsable: Alizée Perri, Cheffe de projets média
alizee.perri@linfodurable.fr

DIRECTION DE LA PUBLICATION

Directeur: Damien Comélieau

PUBLICITÉ

Responsable: Stéphanie Veaux, Directrice développement
stephanie.veaux@linfodurable.fr

ROUTAGE & DIFFUSION

Sud Routage
110 route de Rouquairol
30900 Nîmes

IMPRESSION

Imp'Act Imprimerie
ZAE Les Hautes Garrigues
5911 Rte de Frouzet
34380 Saint-Martin-de-Londres





TIKEHAU DÉFENSE & SÉCURITÉ

FR00140102X7 (unité de compte)

ENGAGEZ-VOUS. INVESTISSEZ DANS LA DÉFENSE EUROPÉENNE.

Découvrez le nouveau fonds Tikehau Défense & Sécurité,
disponible dans votre assurance-vie ou épargne-retraite
auprès de SG Assurances, CNP Assurances et le groupe CARAC.



Dès **1 500 €*** ,

soutenez des secteurs essentiels comme :

LA DÉFENSE • L'AÉRONAUTIQUE • LA CYBERSÉCURITÉ

Communication publicitaire. Le fonds, géré par Tikehau Investment Management, société de gestion du groupe Tikehau Capital, est exclusivement accessible au sein de contrats d'assurance-vie en unités de compte (UC). Il présente notamment des risques de perte en capital et de liquidité, ainsi que des risques liés aux investissements à long terme. Les objectifs de performance ne sont pas garantis et peuvent ne pas être atteints. Veuillez vous référer à la documentation réglementaire du produit commercialisé par votre assureur avant toute décision d'investissement et, le cas échéant, consulter votre conseiller financier habituel. *En fonction des conditions contractuelles de votre assureur.





Choisissez le monde
dans lequel vous voulez vivre.

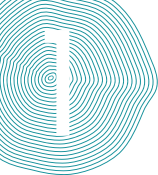
CRÉDIT • ACTIFS RÉELS • PRIVATE EQUITY • CAPITAL MARKETS STRATEGIES

Depuis 2004, Tikehau Capital s'est affirmé comme un des leaders de la gestion d'actifs alternatifs. Grâce à sa vision unique et sa stratégie d'investissement reposant sur l'alignement d'intérêts, Tikehau Capital propose des solutions de financement innovantes et créatrices de valeur durable pour ses clients et la société.

tikehaucapital.com

TIKEHAU
CAPITAL

**Level
up**



QU'EST-CE QUE LA FINANCE DURABLE ?

La finance durable regroupe l'ensemble des pratiques financières qui prennent en compte, en plus de la performance économique, des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Elle vise à favoriser l'intérêt de la collectivité à moyen et long terme et à orienter les capitaux vers des activités plus durables.

Elle repose sur trois grandes approches complémentaires :

FINANCE SOLIDAIRE

La finance solidaire concerne le financement de projets favorisant l'inclusion et la cohésion sociale. Elle permet de soutenir des initiatives qui ne trouvent pas toujours leur place dans les circuits financiers classiques, mais qui présentent un fort impact social.

INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE (ISR)

L'investissement socialement responsable (ISR) consiste à intégrer des critères ESG dans l'analyse et la sélection des investissements. Selon les stratégies retenues, il permet de privilégier les entreprises les mieux positionnées sur ces enjeux, d'exclure certaines activités ou d'accompagner leur transformation.

FINANCE VERTE

La finance verte, quant à elle, se concentre sur le financement de projets liés à la transition énergétique et à la lutte contre le changement climatique. Parmi les exemples, on peut citer les green bonds, des obligations émises spécifiquement pour financer des projets à bénéfice environnemental.



Il est important de noter qu'un même investissement peut relever de plusieurs de ces approches à la fois, en combinant des objectifs sociaux, environnementaux et économiques.



COMMENT INVESTIR DURABLE ?

- Via des fonds logés dans une assurance-vie, un PEA, un plan d'épargne salariale ou retraite.
- Ou en investissant directement dans des titres ([actions](#), [obligations](#), [etc.](#)) intégrant des critères responsables.



POURQUOI LE TERME “DURABLE” ?

La finance permet de collecter les capitaux disponibles ([souvent l'épargne des ménages](#)) pour les mettre à disposition de ceux qui ont besoin de financement.

En intégrant des critères de durabilité, les acteurs financiers peuvent orienter une partie de ces capitaux vers des investissements à impact positif pour l'environnement et la société sur le moyen et long terme.

L'ISR, MODE D'EMPLOI

L'investissement socialement responsable (ISR) vise à concilier performance économique et enjeux de durabilité. Il repose sur l'intégration de critères financiers et extra-financiers, notamment les critères ESG (environnement, social, gouvernance), dans la sélection des entreprises. Cette approche permet d'orienter les investissements vers des acteurs plus responsables tout en cherchant à préserver la rentabilité.

PRINCIPALES APPROCHES DE L'ISR

Plusieurs stratégies permettent de mettre en œuvre l'ISR. Elles peuvent être utilisées seules ou combinées au sein d'un même fonds.

BEST-IN-CLASS

Sélection des entreprises les mieux évaluées selon des critères ESG au sein de chaque secteur, sans exclusion a priori de secteur d'activité.

APPROCHE THÉMATIQUE

Sélection des entreprises ou secteurs liés au développement durable, par exemple : eau, santé, vieillissement de la population.

EXCLUSION

Exclusion de certains secteurs, activités ou émetteurs selon des critères définis par le fonds.

ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

Dialogue des actionnaires avec les entreprises dans lesquelles ils investissent et exercice de leurs droits de vote pour inciter ces entreprises à faire évoluer leurs pratiques.

Sources : Site du label ISR, Autorité des marchés financiers (AMF)

ANALYSE EXTRA-FINANCIÈRE ESG

L'analyse ESG (environnement, social, gouvernance) permet d'évaluer la performance globale d'une entreprise au-delà des seuls résultats financiers. Elle s'appuie sur trois piliers complémentaires, chacun apportant un éclairage sur la durabilité et la résilience de l'entreprise.

ENVIRONNEMENT

Ce pilier mesure l'impact écologique et la gestion des ressources naturelles. Il inclut la consommation énergétique, l'usage de sources renouvelables, les émissions de gaz à effet de serre, le traitement des déchets et la préservation de la biodiversité. Une bonne performance environnementale ne se limite pas à la conformité réglementaire : elle contribue à optimiser les coûts opérationnels, réduire les risques et valoriser la réputation de l'entreprise auprès des clients, partenaires et investisseurs.

SOCIAL

Le pilier social analyse la manière dont l'entreprise traite ses collaborateurs et ses parties prenantes. Il englobe le respect des droits des salariés, les conditions de travail, le dialogue social, la formation et le développement des compétences, ainsi que l'engagement sociétal et local. Une attention forte à ces critères favorise l'attractivité de l'entreprise, la fidélisation des talents et la robustesse de la culture organisationnelle.

GOVERNANCE

La gouvernance évalue la structure de pilotage et les pratiques de direction. Elle couvre la transparence des informations, la lutte contre la corruption, l'équilibre des pouvoirs, la composition du conseil d'administration et la politique de rémunération des dirigeants. Une gouvernance solide réduit les risques juridiques et réputationnels, tout en renforçant la confiance des investisseurs et la crédibilité stratégique de l'entreprise.



Selon le ministère de la Transition écologique, l'investissement socialement responsable (ISR) encourage les entreprises à intégrer ces critères ESG dans leur modèle d'affaires et dans leurs relations économiques. Leur prise en compte peut aider les entreprises et les investisseurs à mieux identifier certains risques et opportunités susceptibles d'influencer leur performance à long terme.

Sources : Autorité des marchés financiers (AMF), ministère de la Transition écologique

EN CHIFFRES FRANCE • 2025¹

L'investissement responsable poursuit sa progression en France. Fin 2025, ses encours atteignent près de 3 000 milliards d'euros, en hausse de près de 5 % sur un an. Une dynamique largement portée par les investisseurs institutionnels, mais qui concerne également les particuliers.

2 971
MDS€

Encours de l'investissement
responsable en 2025

Hausse à périmètre constant
pour 2025, après une hausse de
+ 15,2 % en 2024 et de
+ 5,8 % en 2023

59 %

Part des encours classifiés
"Investissement Responsable"
(articles 8 ou 9 du règlement
SFDR) parmi l'ensemble des
encours de la gestion d'actifs
en France

+ 4,8 %

73 %

Part des encours
d'investissement responsable
détenue par les investisseurs
institutionnels

27 %

Part des encours
d'investissement responsable
détenue par la clientèle privée

1. Panorama de l'Investissement Responsable en France – Données à fin 2025, AFG, 07/04/26



ECHIQUIER SPACE

Vos investissements manquaient d'espace



Echiquier Space est principalement exposé au risque de perte en capital, au risque actions, au risque de change, au risque liés aux marchés émergents, et au risque lié à la gestion discrétionnaire. Pour toute information complémentaire sur les caractéristiques, les risques et les frais de ce fonds, nous vous invitons à prendre connaissance des documents réglementaires (prospectus en français et en anglais et le Document d'Informations Clés (DIC) dans les langues officielles de votre pays) disponibles sur notre site internet www.lfde.com.

FOCUS : L'INVESTISSEMENT À IMPACT

L'investissement à impact est défini par le Global Impact Investing Network (GIIN) comme un placement visant à produire un impact social ou environnemental mesurable, tout en générant un rendement financier. Il se distingue de l'ISR par trois caractéristiques¹ :

INTENTIONNALITÉ

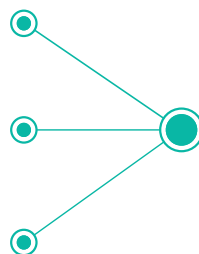
Volonté explicite de générer un bénéfice social ou environnemental.

ADDITIONNALITÉ

Contribution directe permettant à l'entreprise ou au projet d'augmenter son impact positif.

MESURE D'IMPACT

Évaluation des externalités sociales et environnementales selon les objectifs définis.



Selon l'Autorité des marchés financiers (AMF), ces fonds peuvent investir dans :

- Entreprises fournissant des logements à loyer modéré.
- Structures de l'économie sociale et solidaire.
- Entreprises de lutte contre le gaspillage ou d'énergies renouvelables.

L'investissement à impact attire une large diversité d'acteurs : gestionnaires de fonds, banques, fondations, fonds de pension, family offices, ONG ou entreprises.

EN BREF FRANCE • 2024²

• **92 acteurs** gérant 34,6 Mds€ répartis dans 259 véhicules

• **Dans le non coté** : soutien aux organisations à vocation sociale et environnementale équilibré

• **Dans le coté** : approche multi-ODD, avec un soutien majoritaire aux organisations environnementales

1. GIIN, What you need to know about impact investing, 24/01/2025

2. FAIR, FIR, France Invest, 2e édition du Panorama de la Finance à Impact, décembre 2024



SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE : FAIRE DE L'AUTONOMIE UN MOTEUR DE TRANSITION



Face aux crises, la souveraineté européenne s'impose de plus en plus comme un levier d'autonomie et de transition. Éric de Tessières, Group Chief Sustainability Officer chez Edmond de Rothschild Asset Management, en décrypte les enjeux.

Comment définissez-vous la notion de souveraineté aujourd'hui ?

La souveraineté a changé de sens avec le contexte géopolitique. Elle revient sous un angle plus concret : autonomie, indépendance, sécurité et puissance. Pour l'Europe, être souveraine ne signifie pas seulement choisir une trajectoire économique, industrielle ou stratégique, mais disposer des moyens de la mettre en œuvre. Chez Edmond de Rothschild Asset Management, cette réflexion s'inscrit dans le cadre du rapport Draghi sur la compétitivité européenne, autour de quatre enjeux : transition, innovation, sécurité et financement.

En quoi la quête d'autonomie de l'Europe constitue-t-elle, selon vous, un accélérateur de la transition énergétique ? Et quels sont les principaux freins à cette autonomie énergétique européenne ?

La quête d'autonomie oblige l'Europe à regarder en face ses réalités physiques et économiques. Une partie de sa décarbonation s'est faite grâce à la désindustrialisation, en transférant ailleurs la production et les émissions associées. La souveraineté change cette logique : elle oblige à relocaliser une part de l'effort, à produire davantage sur le continent et à assumer ici le travail de décarbonation. C'est aussi un levier de durabilité, car l'Europe dispose de normes environnementales et sociales exigeantes. Produire localement peut être plus responsable que de dépendre de chaînes de valeur lointaines. Le risque serait toutefois de remplacer une

dépendance par une autre : aux énergies fossiles importées pourrait s'ajouter une dépendance à des technologies clés produites en Chine. L'enjeu est donc d'investir dans la recherche, la production, les ressources critiques et un mix diversifié, afin de renforcer la résilience du système.

Comment les nouveaux enjeux de souveraineté se traduisent-ils concrètement dans vos choix d'investissement ?

Ils se traduisent par une approche systémique et multisectorielle. Systémique, parce que la souveraineté concerne toute la chaîne de valeur : production, acheminement, intégration, sécurisation ou pilotage des équipements. Multisectorielle, car elle touche l'énergie, l'industrie, la défense, l'agriculture, la santé ou encore la finance. Cette profondeur de champ nourrit une gestion active, avec des opportunités notamment parmi les small et mid caps européennes. Dans les actifs privés, l'intermittence des renouvelables peut être abordée par trois leviers : stockage, production pilotable et optimisation. Nous avons notamment investi dans un projet de batteries dans les Pays baltes, qui contribue à stabiliser le réseau et à accompagner leur synchronisation avec le réseau européen. Les infrastructures d'énergie pilotable, comme les centrales de biogaz, permettent de compléter la production électrique. Enfin, des plateformes digitales associées à des actifs physiques utilisent l'IA et la prévision de consommation pour flexibiliser le réseau et maîtriser un système plus décentralisé et décarboné.

DÉCRYPTER LA FINANCE SOLIDAIRE

La finance solidaire consiste à financer des entreprises ou associations à forte utilité sociale et/ou environnementale. Elle permet de donner du sens à ses placements tout en recherchant un rendement, selon l'AMF.

LES PRINCIPAUX PRODUITS



PLACEMENTS DE PARTAGE

- L'investisseur reverse au moins 25 % de la rémunération de son placement à une association sociale, humanitaire ou environnementale.
- Formes possibles : livrets d'épargne, FCP, unités de compte dans une assurance-vie.



PLACEMENTS D'INVESTISSEMENT SOLIDAIRE

- Les fonds sont investis dans des entreprises ou associations de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).
- L'investisseur peut devenir actionnaire en souscrivant des parts ou investir dans des fonds solidaires.
- Produits proposés par banques, assureurs et mutuelles.

Source : Autorité des marchés financiers (AMF)

COMMENT INVESTIR ?

Investir dans la finance solidaire peut prendre plusieurs formes, accessibles à différents profils d'épargnants. Il est possible, par exemple, de placer son argent dans des fonds solidaires. Ces derniers peuvent être logés sur différents supports d'investissement comme un compte-titres, un PEA ou encore en unités de compte au sein d'un contrat d'assurance-vie.

L'épargne salariale constitue également un levier intéressant. Les dispositifs comme le Plan d'Épargne Entreprise (PEE) ou le Plan d'Épargne Retraite collectif (PER collectif) proposent systématiquement au moins un fonds solidaire, permettant ainsi aux salariés de donner du sens à leur épargne.

Pour s'y retrouver, il existe des repères comme le label Finansol. Créé en 1997, il distingue les produits d'épargne solidaire qui respectent un ensemble de critères portant sur leur impact social et environnemental, leur transparence et leur gestion. Le respect de ces critères fait l'objet d'un contrôle régulier.

Les dons à certains organismes d'intérêt général peuvent également ouvrir droit à une réduction d'impôt. Pour les organismes venant en aide aux personnes en difficulté ou aux victimes de violences, celle-ci atteint 75 % du montant versé dans la limite de 2 000 € par an (pour les dons effectués depuis le 14 octobre 2025).

EN CHIFFRES FRANCE • 2025¹

Encours global

34

MILLIARDS €

(+ 15 % vs 2024)

Épargne salariale solidaire

18,5

MILLIARDS €

(+ 13,5 %) Soit 8 % de l'épargne salariale totale

Épargne investie directement dans les entreprises solidaires

1,3

MILLIARD €

(+ 8,3 %)

Dons via livrets de partage Finansol

16

MILLIONS €

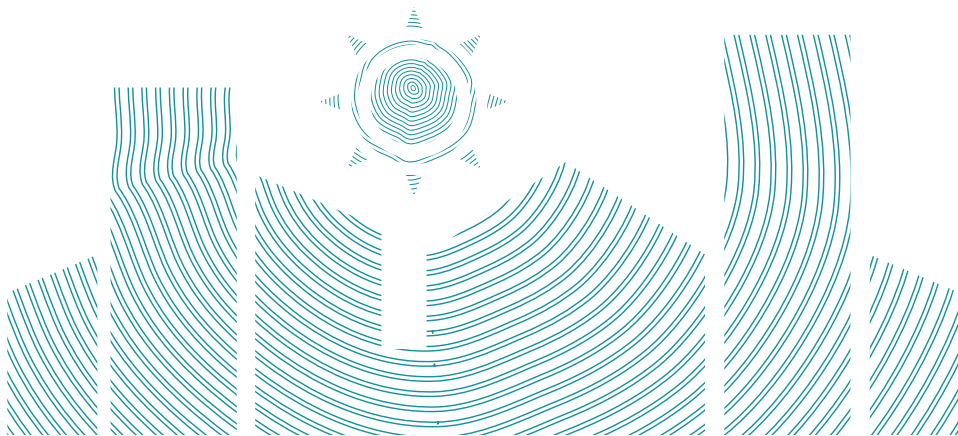
(+ 6,7 %)

1. FAIR - La Croix, Baromètre de la finance solidaire, édition 2026

CROWDFUNDING DURABLE : COMMENT ÇA MARCHE ?

Le financement participatif, ou crowdfunding, permet à un grand nombre de personnes de contribuer directement au financement de projets identifiés, via des plateformes en ligne.

Ce mode de financement peut prendre différentes formes : le don, le prêt avec ou sans intérêt, ou encore l'investissement en capital, selon le niveau d'engagement et de risque que l'on souhaite assumer.



Ce mécanisme est aujourd'hui largement mobilisé pour soutenir des projets liés à la transition écologique. Il peut s'agir, par exemple, d'initiatives en faveur de la protection de la biodiversité, du développement de technologies vertes ou encore de l'agriculture biologique et locale. Les porteurs de ces projets sont variés : entreprises, associations ou particuliers peuvent ainsi faire appel au public pour concrétiser leurs initiatives.

En France², le financement participatif représente un volume significatif, avec une collecte annuelle de 1,763 milliard d'euros en 2025, soit une hausse de 1,8 % par rapport à l'année précédente. Au total, 132 369 projets ont été financés, dont 23 123 relevant de l'économie sociale et solidaire. Depuis 2015, ce sont ainsi 12,6 milliards d'euros qui ont été mobilisés.

Une part importante de ces financements concerne les énergies renouvelables. En 2025, la collecte dédiée atteint 358 millions d'euros, soit 20,3 % de la collecte globale. Les projets financés se concentrent principalement autour du solaire (70 %), suivi de l'éolien (8 %), du biogaz (5 %) et du stockage d'énergie (2 %).

1. Financement Participatif France

2. Forvis Mazars x France FinTech, Baromètre du crowdfunding en France 2025, 03/2026

Les formes de crowdfunding reposant sur un prêt ou un investissement comportent toutefois des risques qu'il convient de bien comprendre :

- Le projet financé peut échouer, entraînant une perte partielle ou totale du capital.
- Les investissements sont généralement peu liquides, avec des fonds parfois immobilisés pendant plusieurs années.
- Il est essentiel de diversifier ses placements et de n'investir que des sommes que l'on peut se permettre de bloquer sur le long terme.

Pour les épargnants souhaitant orienter leur argent vers des projets durables, plusieurs plateformes spécialisées existent :

- **BlueBees** : agroécologie et alimentation durable
- **Enerfip** : transition écologique et énergétique
- **Lendopolis** : énergies renouvelables
- **Lendosphère** : transition écologique et énergétique
- **MyMoneyHelp** : projets à impact



PANORAMA DES LABELS D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Plusieurs labels permettent d'identifier des fonds respectant des critères d'investissement responsable. Ils peuvent être délivrés par les pouvoirs publics ou par des acteurs privés, comme des associations ou des organisations professionnelles.

LABELS EN EUROPE (2025)

À l'échelle européenne, on compte environ 1 500 fonds labellisés, totalisant un encours de 751 milliards d'euros (Novethic, 2025). Parmi les labels les plus importants après le label ISR français figurent notamment Towards Sustainability en Belgique (468 fonds, 375 milliards d'euros) et LuxFlag au Luxembourg (124 fonds, 71 milliards d'euros).

LABEL ISR (FRANCE)



En France, le label ISR, créé en 2016 par le ministère de l'Économie et des Finances, constitue la référence en matière d'investissement socialement responsable.

Il vise à distinguer les fonds qui appliquent une méthodologie rigoureuse intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance¹. Il est accessible à différents types de supports, comme les OPCVM investis en actions ou obligations, mais aussi à des fonds alternatifs ou immobiliers (SCPI, OPCI).

Depuis sa réforme entrée en vigueur le 1er mars 2024, ses exigences ont été renforcées, notamment en matière de gestion des controverses, de prise en compte de la double matérialité et de réduction des impacts climatiques négatifs.

Au 31 juillet 2026, 1 007 fonds sont labellisés ISR.

1. lelabelisr.fr

RÉSULTATS LABEL ISR UN AN APRÈS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA RÉFORME¹

Score d'impact

+ 6
POINTS

Le score d'impact des fonds labellisés ISR atteint 68,2/100

Part des fonds exposés
aux énergies fossiles non
conventionnelles

14%

Contre 49 %
avant la réforme

Empreinte carbone
moyenne des fonds

-10%

AUTRES LABELS FRANÇAIS



Le label Greenfin, lancé en 2015 par le ministère de la Transition écologique, est spécifiquement dédié au financement de la transition énergétique et écologique².

Il regroupe aujourd'hui 106 fonds pour un encours de 36 milliards d'euros et se distingue par l'exclusion stricte des entreprises liées aux énergies fossiles ou présentant une forte empreinte environnementale.



Le label CIES, créé en 2002, s'applique quant à lui à l'épargne salariale³.

Il garantit une sélection de fonds répondant à des exigences élevées sur les plans social et environnemental, avec 90 fonds labellisés représentant plus de 39,9 milliards d'euros d'encours.



Le label Finansol, lancé en 1997 et aujourd'hui porté par l'association FAIR, met en avant les produits d'épargne solidaire⁴.

Il distingue des fonds ayant un impact social et écologique, tout en assurant une information transparente pour les épargnants sur l'utilisation de leur argent.

1. Label ISR : La réforme a-t-elle tenu ses promesses ? Epsor, 3/03/2025

2. Ministère de la Transition écologique

3. CIES

4. FAIR

TOUR D'HORIZON DES PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS

2019



LOI PACTE

Dans tous les contrats d'assurance-vie multisupports, les assureurs doivent proposer au minimum :

- **Un fonds labellisé ISR** : investissement socialement responsable (critères ESG)
- **Un fonds Greenfin** : dédié à la transition énergétique et écologique
- **Un fonds solidaire** : financement d'entreprises ou associations à forte utilité sociale ou environnementale

Cumulatif : chaque contrat doit donner accès aux trois types de fonds. Certains fonds peuvent combiner plusieurs critères (ex. : un fonds labellisé ISR et Greenfin).

RÈGLEMENT BENCHMARK

Vise à promouvoir les investissements durables et à lutter contre le changement climatique via des indices de référence.

2020



RÈGLEMENT SFDR

Obligation pour les fournisseurs de produits financiers de publier comment ils intègrent (ou non) les critères ESG.

Classe les produits en : article 6, article 8 et article 9.

Le règlement SFDR fait actuellement l'objet d'une révision visant à mieux encadrer les produits se présentant comme durables et à lutter contre le greenwashing.

DOCTRINE AMF

Assure la proportionnalité entre la prise en compte des facteurs extra-financiers et la communication aux investisseurs.

2021



ARTICLE 29 LOI ÉNERGIE CLIMAT

Renforce les obligations de transparence des acteurs financiers sur la prise en compte des enjeux ESG. Des exigences supplémentaires s'appliquent aux acteurs dépassant 500 M€ d'encours ou de bilan.

TAXONOMIE VERTE

Classe les activités économiques selon leur durabilité environnementale : climat, économie circulaire, biodiversité et écosystèmes.

2022



RÈGLEMENT BENCHMARK (MODIFICATION)

Création des indices :

- **Climate Transition Benchmarks (CTB)**
- **Paris Aligned Benchmarks (PAB)**

Objectif : proposer des indices alignés sur une trajectoire de décarbonation et l'Accord de Paris.

MIF 2 (RÉVISIONS)

Obligation pour les intermédiaires financiers de recueillir les préférences de durabilité de leurs clients avant de proposer un placement.

En 2024 : renforcement de la transparence des données de marché.

2024



CS3D (CORPORATE SUSTAINABILITY DUE DILIGENCE DIRECTIVE)

Impose aux grandes entreprises d'identifier, prévenir et atténuer les impacts négatifs sur les droits humains et l'environnement sur toute leur chaîne de valeur.

CSRD (CORPORATE SUSTAINABILITY REPORTING DIRECTIVE)

Remplace la NFRD (Non-Financial Reporting Directive).

Harmonise la publication d'informations sur la durabilité et améliore la qualité des données ESG.

Application à partir du 1er janvier 2024 pour les entreprises déjà soumises à la NFRD.

2026



OMNIBUS I

La directive (UE) 2026/470, entrée en vigueur le 18 mars 2026, simplifie et resserre le champ d'application de la CSRD et de la CS3D.

- **CSRD** : le périmètre européen est recentré sur les entreprises de plus de 1 000 salariés réalisant plus de 450 M€ de chiffre d'affaires net annuel.
- **CS3D** : le seuil est porté à plus de 5 000 salariés et plus de 1,5 Md€ de chiffre d'affaires net.

2027-2029



MISE EN ŒUVRE

Les États membres doivent transposer les modifications relatives à la CSRD au plus tard le 19 mars 2027.

Pour la CS3D, la transposition est prévue au plus tard le 26 juillet 2028, pour une application des nouvelles règles à partir du 26 juillet 2029.

COMMENT BIEN CHOISIR UN PLACEMENT RESPONSABLE ?

Avant d'investir dans un fonds responsable, il est important de considérer sa stratégie, sa labellisation et sa classification SFDR.

VÉRIFIER LA STRATÉGIE DU FONDS

- Cohérence avec les objectifs et valeurs de l'investisseur.
- Sélection exigeante : best-in-class, exclusions, impact...
- Reporting extra-financier pour suivre les résultats ESG.

SOCIÉTÉ DE GESTION

- Vérifier la stratégie ESG de l'acteur : adhésion à des initiatives de place, collaborations scientifiques, démarche RSE.
- Documents accessibles : reportings SFDR, reportings des labels, document d'informations clés (DIC).

LES REPÈRES : LABELS ET SFDR

- Labels français principaux : ISR, Greenfin, Finansol.
- Classification SFDR :

Article 6 :

Pas d'objectif de durabilité

Article 8 :

Promotion de caractéristiques ESG

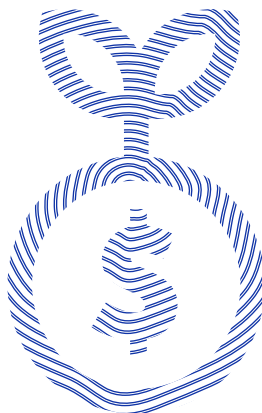
Article 9 :

Objectif d'investissement durable

- Ces éléments ne garantissent pas automatiquement la qualité ; ils restent des repères.

AUTRES ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE

- Historique de performance (track record), niveau de risque, frais.



QUELLES ENVELOPPES POUR INVESTIR RESPONSABLE ?

Plusieurs supports d'épargne permettent d'intégrer des critères de finance durable, mais l'accès aux fonds responsables, verts ou solidaires et le niveau d'accompagnement varient selon l'enveloppe choisie.

ASSURANCE-VIE

C'est l'un des supports les plus complets pour investir responsable. Les contrats en unités de compte (UC) doivent inclure au moins une UC solidaire, une UC labellisée ISR et une UC labellisée Greenfin. L'assureur doit également informer le souscripteur sur la part de ces supports au sein du contrat.

PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE (PER)

Certains PER donnent accès à des fonds ISR ou Greenfin, et permettent une gestion pilotée intégrant une orientation ESG. L'offre reste variable selon les établissements.

COMPTE-TITRES ORDINAIRE (CTO)

Offre une grande liberté d'investissement, incluant fonds et titres labellisés ISR, Greenfin ou Finansol. Le caractère responsable du portefeuille dépend des choix d'investissement effectués.

PLAN D'ÉPARGNE EN ACTIONS (PEA)

Permet d'investir dans des fonds ISR majoritairement investis en actions européennes. Tous les fonds responsables ne sont donc pas éligibles à ce dispositif.

PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE (PEE)

Enveloppe collective mise en place par l'employeur. Elle permet d'investir dans des fonds solidaires, dont 5 à 15 % des actifs financent des entreprises solidaires d'utilité sociale. Depuis juillet 2024, le PEE doit également proposer au moins un fonds bénéficiant d'un label reconnu en matière d'investissement responsable ou de transition écologique.

Source : Autorité des marchés financiers (AMF)

ISR : UN INVESTISSEMENT ÉTHIQUE ET RENTABLE ?

Investir responsable implique-t-il de renoncer à une partie de la performance financière ? Les études disponibles ne montrent pas de sous-performance systématique de l'ISR par rapport aux fonds traditionnels. Des résultats qui restent toutefois variables selon les périodes, les marchés et les méthodes d'analyse.

RENTABILITÉ COMPARABLE, VOIRE SUPÉRIEURE

- Les fonds ISR ont une rentabilité globalement similaire aux fonds traditionnels, et parfois supérieure dans un tiers des cas (NYU Stern, 2021)¹.
- Sur 3, 5 et 10 ans, le fonds ESG moyen a battu son homologue traditionnel (Morningstar, 2023)².
- Une étude française montre une performance comparable au marché, avec une surperformance pour 62 % des fonds ISR (FIR / École Polytechnique, 2020)³.

POINTS DE VIGILANCE

- L'ISR n'est pas garanti : les performances passées ne préjugent pas des performances futures.
- Les fonds restent soumis aux fluctuations du marché et au contexte économique et géopolitique mondial.
- La qualité de la gestion du fonds reste un facteur déterminant pour le succès de l'investissement.

CONCLUSION

Un fonds ISR peut allier éthique et performance, mais comme tout investissement, il est essentiel d'évaluer sa stratégie, sa gestion et son niveau de risque.

1. Whelan T., Atz U., Clark C., ESG and Financial Performance: Uncovering the Relationship by Aggregating Evidence from 1,000 Plus Studies Published between 2015–2020, NYU Stern School of Business, 2021

2. How Do ESG Funds Perform? Morningstar, 2023

3. Chen H., Cousté G., Mottis N., Étude de l'évolution du label ISR public français et des fonds labellisés, Forum pour l'Investissement Responsable et École Polytechnique, 2020

Supporting sustainable projects to build a competitive Europe



COMMENT MESURER LA PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE ?

Pour évaluer un fonds d'investissement responsable, les sociétés de gestion s'appuient sur des indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance adaptés à leur stratégie, ainsi que sur les informations requises par la réglementation. L'objectif : montrer la valeur ajoutée du fonds par rapport à un fonds classique, comparer les fonds entre eux et offrir une transparence aux investisseurs.

PRINCIPAUX INDICATEURS

Bien qu'il n'existe pas de méthodologie unique, certains indicateurs reviennent régulièrement¹ :

ENVIRONNEMENTAUX

- L'empreinte carbone
- L'impact sur la biodiversité
- La consommation d'énergie et l'utilisation d'énergies fossiles
- Le recyclage des déchets

SOCIAUX

- La qualité du dialogue social
- La prévention des accidents du travail
- L'accès à la formation professionnelle
- La création d'emplois

GOUVERNANCE

- La transparence de la rémunération des dirigeants
- La parité et l'indépendance des conseils d'administration
- La lutte contre la corruption

HARMONISATION ET CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Le règlement SFDR et l'article 29 de la loi énergie-climat encadrent et structurent la publication d'informations en matière de durabilité.
- Les labels ISR et Greenfin imposent des exigences extra-financières spécifiques aux fonds labellisés.
- La CSRD vise à améliorer la disponibilité et la comparabilité des informations de durabilité publiées par les entreprises entrant dans son champ d'application.

RÉFÉRENTIELS COMPLÉMENTAIRES

Certains gestionnaires utilisent également des cadres comme IRIS+ (GIIN) ou les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, notamment pour les fonds à impact ou thématiques.

1. Autorité des marchés financiers (AMF)

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE : UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR LA TRANSITION

Réduire les dépendances, renforcer les infrastructures, sécuriser les chaînes de valeur : la souveraineté énergétique redéfinit les priorités de la transition. Pour les investisseurs, elle devient un angle d'analyse essentiel pour identifier les opportunités de long terme.

Longtemps abordée sous l'angle du coût et de la décarbonation, l'énergie est désormais replacée au cœur des enjeux de sécurité, d'autonomie stratégique et de compétitivité. En Europe, les tensions sur les approvisionnements et les risques pesant sur les infrastructures l'ont rappelé : la dépendance énergétique constitue aussi une dépendance politique et économique.

Cette évolution ne signifie pas nécessairement un ralentissement de la transition. À court terme, la recherche de sécurité peut conduire certains États à privilégier des solutions disponibles rapidement, y compris fossiles. Mais sur le temps long, souveraineté et décarbonation tendent plutôt à converger pour répondre à la fois à un impératif climatique et à un enjeu de résilience.

Réseaux, stockage, matières premières : les nouveaux points de vigilance

Dans cette perspective, l'électrification apparaît comme un levier central. Le développement des renouvelables, du nucléaire selon les choix nationaux, de l'hydroélectricité ou encore de certains gaz bas carbone peut contribuer à diversifier les sources d'énergie et à limiter l'exposition aux chocs externes. La transition n'est donc plus seulement environnementale : elle devient industrielle et stratégique.

Cette dynamique suppose toutefois d'adapter les infrastructures. Accroître la production bas carbone ne suffit pas si les réseaux ne sont pas dimensionnés pour accompagner l'électrification. Leur modernisation devient une priorité. Le stockage joue aussi un rôle croissant face à l'intermittence.

Autre point de vigilance : les technologies de transition reposent sur des chaînes de valeur mondialisées, parfois très concentrées : batteries, panneaux solaires, composants électroniques, métaux critiques. Pour l'Europe, l'enjeu est d'éviter de substituer une dépendance aux énergies fossiles à une dépendance technologique.

Identifier les trajectoires les plus crédibles

Pour les investisseurs, cette recomposition modifie l'analyse des risques et des opportunités. Politiques publiques, stabilité réglementaire, qualité des infrastructures et capacité des entreprises à s'inscrire dans des chaînes de valeur stratégiques deviennent des critères clés.

Dans ce contexte, l'approche durable ne peut plus être dissociée d'une lecture financière, industrielle et géopolitique. C'est à cette intersection que s'inscrivent les analyses développées par Candriam : identifier les entreprises exposées aux solutions de transition, évaluer leur robustesse, leur positionnement dans les chaînes de valeur et leur capacité à contribuer à une économie plus résiliente. Pour les investisseurs, la souveraineté énergétique devient un filtre pour distinguer les trajectoires crédibles.

En partenariat avec Candriam



LES FRANÇAIS ET L'ISR

Les épargnants s'intéressent de plus en plus à l'investissement responsable, sans pour autant franchir le pas. C'est ce que montre l'édition 2025 de l'étude "Les Français et la finance responsable" du FIR, qui met en lumière un décalage persistant entre intentions et pratiques.

L'investissement responsable poursuit sa progression en France, mais son appropriation par les épargnants reste limitée. En 2025, seuls 14 % déclarent avoir déjà investi dans un fonds responsable, contre 10 % l'année précédente. Cette dynamique confirme une tendance déjà observée : l'intérêt existe, mais le passage à l'acte reste freiné.

D'autant que l'investissement responsable demeure encore "peu connu". Seuls 17 % des

épargnants déclarent le connaître, un niveau inférieur à celui d'autres formes d'épargne comme le crowdfunding (24 %) ou l'épargne solidaire (19 %).

Dans le même temps, les attentes sont bien là. Plus d'un épargnant sur deux (55 %) considère que les impacts environnementaux et sociaux jouent un rôle important dans ses décisions de placement. Un niveau qui remonte après un recul observé ces dernières années, signe d'un regain d'attention pour ces enjeux.

Évolution de la part des épargnants déclarant connaître l'investissement responsable depuis 2023

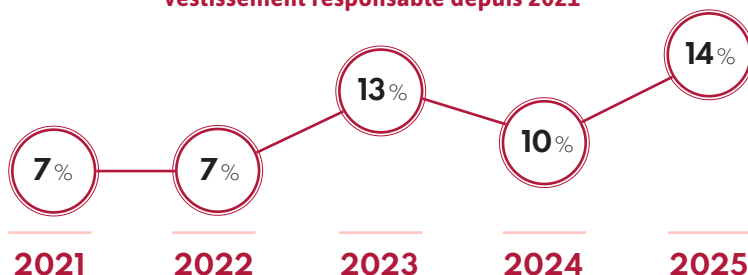


Un passage à l'acte encore freiné

Mais ce retour d'intérêt ne suffit pas à enclencher une diffusion massive. Le principal frein reste structurel : l'investissement responsable est encore "peu proposé". Seuls 16 % des épargnants indiquent que leur banque ou leur conseiller leur en a déjà parlé. Or, lorsque c'est le cas, l'adhésion est forte : 62 % des épargnants concernés passent effectivement à l'investissement, en nette progression par rapport à l'an dernier.

Autrement dit, le sujet ne souffre pas d'un manque d'appétence, mais d'un déficit de distribution et d'accompagnement. D'ailleurs, parmi les épargnants qui n'ont jamais été sollicités, 27 % se disent prêts à investir si on leur proposait ce type de produits.

Évolution du taux d'épargnants déclarant avoir déjà investi dans un fonds d'investissement responsable depuis 2021



Des labels encore trop peu identifiés

Autre signal de maturité encore incomplète : la connaissance des labels reste faible. Seuls 22 % des épargnants déclarent en avoir entendu parler, contre 27 % en 2024 . Et parmi eux, à peine 12 % sont capables de citer spontanément le label ISR.

“Bien que la plupart de ces labels aient récemment connu des évolutions pour renforcer leurs exigences, leur faible notoriété démontre la nécessité pour les réseaux de distribution, principaux interlocuteurs pour accompagner les épargnants sur ce sujet, de poursuivre leurs efforts de pédagogie et d'accompagnement”, souligne Sonia Liman, Présidente de la Commission Grand Public du FIR.

Des convictions fortes, mais des doutes persistants

Si les repères restent encore flous, les attentes des épargnants, elles, ne laissent pas place au doute. Lorsqu'on les interroge sur les priorités à intégrer dans un investissement responsable, les enjeux environnementaux et sociaux arrivent nettement en tête : pollution (76 %), droits humains (75 %) et changement climatique (73 %).

Pour autant, une zone de flou persiste sur l'efficacité réelle de ces placements. Plus d'un épargnant sur deux se déclare sans opinion sur leur impact, et seuls 36 % estiment qu'ils ont un effet positif. Un doute qui limite mécaniquement leur adoption.

Liste des sujets prioritaires pour les investisseurs responsables



POLLUTION
(DE L'AIR, DES SOLS,
DES EAUX...)

**DROITS
HUMAINS**



**CHANGEMENT
CLIMATIQUE**

FINANCE DURABLE ET ODD

La finance durable s'est imposée comme un levier majeur pour orienter les flux financiers vers des projets ayant un impact positif sur la société et l'environnement. Elle dépasse l'objectif traditionnel de rentabilité pour intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la sélection et la gestion des investissements.

OBJECTIF “Favoriser l'intérêt de la collectivité sur le moyen-long terme” (Banque de France). La finance durable vise ainsi à concilier performance économique et impact durable, en mobilisant les capitaux privés pour soutenir :



LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

LE DÉVELOPPEMENT
SOCIAL ET HUMAIN

LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

Pour y parvenir, plusieurs outils sont utilisés :

Fonds ISR (investissement socialement responsable) : sélection d'entreprises selon des critères ESG stricts, avec des approches variées comme le best-in-class, l'exclusion ou l'impact investing.

Finance solidaire : financement d'entreprises et associations à forte utilité sociale ou environnementale, via des livrets de partage, fonds solidaires ou épargne salariale.

Green bonds et obligations thématiques : mobilisation de capitaux pour la transition énergétique et des projets écologiques.

Crowdfunding durable : financement participatif de projets locaux, associatifs ou entrepreneuriaux à impact positif.

Labels et réglementations : ISR, Greenfin, Finansol, SFDR, CSRD... pour guider l'investisseur et garantir la transparence.

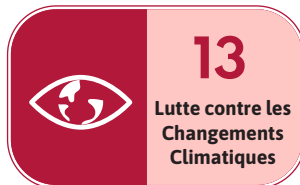
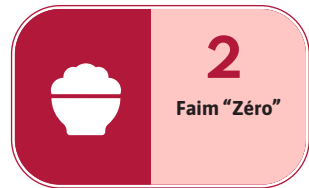
Les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU constituent un cadre de référence pour relier les investissements aux grands enjeux du développement durable (sans représenter à eux seuls une méthode de mesure de l'impact) : 17 objectifs couvrant à la fois la justice sociale, la protection de l'environnement et le progrès économique. Ces ODD sont intégrés par de nombreux fonds ISR et initiatives d'investissement responsable pour orienter les choix financiers vers des projets générateurs de valeur sociétale et environnementale.

Ainsi, la finance durable permet aux investisseurs :

- d'aligner leurs placements avec leurs valeurs,
- de suivre la performance extra-financière de leurs investissements,
- de contribuer concrètement à des objectifs de développement durable à l'échelle locale, nationale et mondiale.

Elle représente aujourd'hui un levier stratégique pour répondre aux grands défis planétaires, tout en restant compatible avec des objectifs financiers sur le moyen et long terme.

LES ODD : UN ENJEU UNIVERSEL



CONTEXTE ET ENJEUX GLOBAUX

La population mondiale dépasse les 8 milliards d'êtres humains : la question du développement durable est plus que jamais d'actualité.

Selon le rapport ODD 2026¹, seules 36 % des cibles sont en bonne voie ou enregistrent des progrès modérés, près de la moitié avancent trop lentement et 15 % sont en recul par rapport à 2015. Par exemple :

OBJECTIF 13 - CLIMAT

Le CO₂ atmosphérique atteint 425,6 ppm en 2025. Au rythme actuel, le réchauffement pourrait atteindre 1,5 °C autour de 2030².

Les phénomènes climatiques extrêmes (canicules, inondations, tempêtes) se multiplient.

OBJECTIF 6 - EAU

Plus de 2 milliards de personnes sont sans accès à une eau potable sûre, et 3,5 milliards sans installations sanitaires fiables.

Selon l'ONU, pour atteindre la cible 2030, les progrès doivent être multipliés par 6 pour l'eau potable, par 5 pour l'assainissement et par 3 pour l'hygiène.

OBJECTIF 5 - ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

2,4 milliards de femmes n'ont pas les mêmes droits économiques que les hommes et 178 pays maintiennent des obstacles juridiques à la pleine participation économique des femmes.

Selon l'ONU, la majorité des indicateurs ne sont pas sur la bonne voie.

OBJECTIFS 14 ET 15 - VIE AQUATIQUE ET TERRESTRE

1 million d'espèces animales et végétales sont menacées³. Les espèces endémiques sont particulièrement vulnérables : selon le GIEC, leur risque d'extinction pourrait être multiplié par dix entre +1,5 °C et +3 °C de réchauffement.

Le GIEC estime également qu'à +1,5 °C, les récifs coralliens pourraient décliner de 70 à 90 %.

RÔLE DE LA FINANCE DURABLE

En investissant dans des projets alignés sur les ODD, les investisseurs peuvent contribuer concrètement à la réalisation de ces objectifs, encourager les pratiques durables et favoriser un développement équilibré et inclusif.

1. United Nations Department of Economic and Social Affairs (2026). *The Sustainable Development Goals Report 2026*. New York.

2. "Indicators of Global Climate Change 2025: annual update of key indicators of the state of the climate system and human influence", Earth System Science Data, 11/06/26

3. Communiqué de presse - Le dangereux déclin de la nature : un taux d'extinction des espèces "sans précédent" et qui s'accroît, Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, 05/05/2019

LE LABEL ISR, MODE D'EMPLOI

Dans un univers de placements durables de plus en plus large, le label ISR aide à identifier les fonds qui intègrent une démarche d'investissement socialement responsable (ISR) exigeante, contrôlée et suivie dans le temps.

Pour les conseillers, ce supplément propose des repères simples : comprendre ce que recouvre le label, savoir l'expliquer aux clients et mieux identifier les produits concernés, au-delà des seules actions cotées.



Au sommaire

► Trois questions à Michèle Pappalardo

La présidente du comité du label revient sur la vocation de ce dispositif et les messages à transmettre aux épargnants.

► Conseillers financiers : comment aborder le label ISR avec vos clients investisseurs ?

Des clés pour accompagner les clients dans leurs choix d'investissement responsable.

► Immobilier : un label spécialisé pour un type d'investissement particulier

Focus sur un univers moins connu, mais déjà important : les fonds immobiliers labellisés et la prise en compte des enjeux ESG dans la gestion des bâtiments.

LES 4 POINTS D'ATTENTION DU LABEL ISR

INTÉGRATION DES CRITÈRES ESG

EXCLUSIONS ENCADRÉES

ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

ACCOMPAGNEMENT DE LA TRANSITION

TROIS QUESTIONS À MICHÈLE PAPPALARDO, PRÉSIDENTE DU COMITÉ DU LABEL ISR

Créé pour offrir un repère dans l'univers de la finance durable, le label ISR distingue les fonds engagés dans une stratégie ESG structurée. Michèle Pappalardo, présidente du comité du label, revient sur le rôle et les évolutions de ce label.



©Jacques
Le Goff

En quoi le label ISR est-il un repère pour les épargnants et leurs conseillers ?

Le label ISR a été conçu pour identifier des fonds qui portent une démarche ESG sérieuse. Son intérêt est de distinguer les fonds réellement engagés de ceux qui se limitent à des déclarations. Cette confiance repose sur trois éléments : un référentiel précis, qui détaille les exigences à respecter ; une vérification par des certificateurs indépendants ; et un contrôle régulier, le label étant attribué pour trois ans, avec des audits de suivi annuels. Cet ensemble permet d'éviter l'autodéclaration et d'offrir aux épargnants comme aux conseillers un cadre de lecture fiable.

Comment le label a-t-il évolué ces dernières années ?

Le label a été créé en 2016, après la COP21, qui a souligné le rôle clé de la finance durable dans l'accompagnement de la transition. Au départ, l'accent était surtout mis sur la transparence : les fonds devaient expliquer leur méthode, leur stratégie et leurs choix d'investissement. Depuis, la finance durable a progressé. Il fallait donc renforcer les exigences sur les résultats, pas seulement sur les processus. Le référentiel a été revu pour être plus exigeant, plus lisible et donner une place accrue au climat, tout en conservant une approche transversale des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance. Des exclusions ont aussi été introduites sur le charbon, les fossiles non conventionnels et les nouveaux projets fossiles.

Quels sont, selon vous, les points essentiels que les conseillers doivent avoir en tête lorsqu'ils parlent du label ISR à leurs clients, et notamment les plus jeunes ?

Le premier message est que le label simplifie la vie des épargnants intéressés par l'ISR. Il ne remplace pas le travail de conseil ni le choix final de l'investisseur, mais permet de concentrer l'analyse sur des fonds dont la démarche ESG a été vérifiée. Par ailleurs, s'il ne garantit pas le rendement financier des fonds, on peut rappeler qu'une démarche ESG sérieuse repose sur la prise en compte de risques à moyen et long termes, E, S ou G, qui ont en général des conséquences positives sur la rentabilité des investissements. Pour les épargnants sensibles à ces enjeux mais un peu perdus dans un univers complexe, c'est un repère utile.



CONSEILLERS FINANCIERS : **COMMENT ABORDER LE LABEL ISR** **AVEC VOS CLIENTS INVESTISSEURS ?**

INTÉGRER LES ENJEUX DE DURABILITÉ DANS LE DIALOGUE PATRIMONIAL

Les critères ESG occupent une place croissante dans les échanges entre investisseurs et conseillers financiers, car certains clients souhaitent aujourd'hui mieux comprendre la manière dont leur épargne est investie et intégrer des considérations de durabilité dans leurs décisions d'investissement. Le label ISR apporte un cadre de référence pour accompagner cette démarche. Fondé sur un cahier des charges public et faisant l'objet de contrôles indépendants, il permet d'identifier des fonds intégrant une approche d'investissement responsable selon des critères définis dans son référentiel. Pour le conseiller financier, il constitue donc un point d'appui pour structurer le dialogue avec ses clients, en complément de l'analyse patrimoniale et de la construction d'une allocation adaptée.

RÉPONDRE AU BESOIN CROISSANT DES ÉPARGNANTS

Les épisodes de fortes chaleurs et d'incendies de cet été illustrent les grandes transformations auxquelles nos sociétés sont confrontées. Si certains épargnants souhaitent contribuer à la transition écologique, d'autres sont avant tout sensibles à des enjeux sociaux, comme la santé, l'emploi, l'éducation ou l'inclusion. La finance durable, à travers ses préoccupations environnementales, sociales ou de gouvernance, permet de répondre à cette diversité d'attentes. Le label ISR constitue un repère pour identifier des fonds qui intègrent ces enjeux dans leurs stratégies d'investissement : réduction des risques liés au climat, amélioration des pratiques sociales et de gouvernance des entreprises, ou encore accompagnement des transformations économiques à long terme...

PARTIR DES OBJECTIFS DU CLIENT AVANT D'ABORDER LE LABEL

Comme pour toute recommandation d'investissement, l'approche ISR s'inscrit dans une analyse globale de la situation de l'investisseur : objectifs patrimoniaux, horizon de placement, profil de risque et attentes spécifiques. Les enjeux de durabilité peuvent ensuite être abordés à travers des thématiques concrètes : transition énergétique, santé, gouvernance des entreprises, conditions de travail, transformation industrielle ou immobilier durable. Le panel des fonds labellisés ISR permet d'identifier ceux qui correspondent aux préférences de l'investisseur, en ayant l'assurance que leur démarche ESG est sérieuse et régulièrement vérifiée.

DES ATTENTES QUI CONCERNENT DIFFÉRENTS PROFILS D'INVESTISSEURS

L'intérêt pour l'investissement responsable peut concerner différents profils : jeunes investisseurs sensibles aux enjeux environnementaux et sociétaux, dirigeants, entrepreneurs ou cadres recherchant davantage de cohérence entre leurs convictions et leur patrimoine, ou encore investisseurs souhaitant mieux intégrer les enjeux de long terme liés aux évolutions environnementales, sociales et économiques.

La transition énergétique, écologique et sociale nécessite des investissements importants. En orientant une partie de l'épargne vers des entreprises engagées dans ces transformations, les fonds labellisés ISR contribuent à accompagner l'évolution des modèles économiques.

IMMOBILIER : UN LABEL SPÉCIALISÉ POUR UN TYPE D'INVESTISSEMENT PARTICULIER

Depuis fin 2020, le label ISR s'applique aussi aux fonds immobiliers.



POURQUOI UN RÉFÉRENTIEL IMMOBILIER ?

Il existe, particulièrement en France, des fonds spécialisés sur les actifs immobiliers. Il est donc apparu utile d'élaborer un référentiel conçu spécifiquement pour ce type de fonds et d'actifs, avec des objectifs et des indicateurs plus précis, s'adaptant parfaitement à la démarche de ces fonds. Il est en particulier possible de cibler, au sein du référentiel, quelques indicateurs incontournables, tels que la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, le confort des habitants, la mobilité, la biodiversité, les relations avec les locataires ou les fournisseurs...

CE QUE LE LABEL REGARDE

Pour les fonds immobiliers, le label ISR s'intéresse notamment à :

la stratégie ESG du fonds	les plans d'amélioration mis en place	l'analyse des actifs en portefeuille
la transparence des informations communiquées aux investisseurs	les indicateurs suivis : énergie, émissions de gaz à effet de serre, mobilité, confort des occupants, chaîne d'approvisionnement	

UN OBJECTIF : L'AMÉLIORATION DU PARC EXISTANT

Le référentiel immobilier distingue les actifs déjà performants de ceux dont il faut accompagner la transformation parce qu'ils le sont moins, notamment en matière d'énergie ou d'émissions de CO₂. Pour les premiers, le label vise leur maintien à un bon niveau. Pour les autres, l'objectif est de labelliser les fonds qui s'engagent à améliorer leurs performances au cours de leur détention : c'est aux fonds qu'il revient d'identifier les points sur lesquels un actif doit progresser, puis de construire et présenter les plans d'amélioration associés au certificateur. Cette approche est essentielle puisqu'en 2025, 85 % du parc immobilier de 2050 est déjà construit. La rénovation, l'amélioration de la performance et le suivi des résultats sont donc prioritaires.

POUR LES CONSEILLERS

Le label ISR immobilier permet de montrer qu'un placement responsable ne se limite pas aux actions ou aux obligations. Comme les valeurs mobilières, les investissements immobiliers peuvent aussi être le support de démarches de développement durable efficaces, capable d'identifier, suivre et traiter leurs différents enjeux extra-financiers...

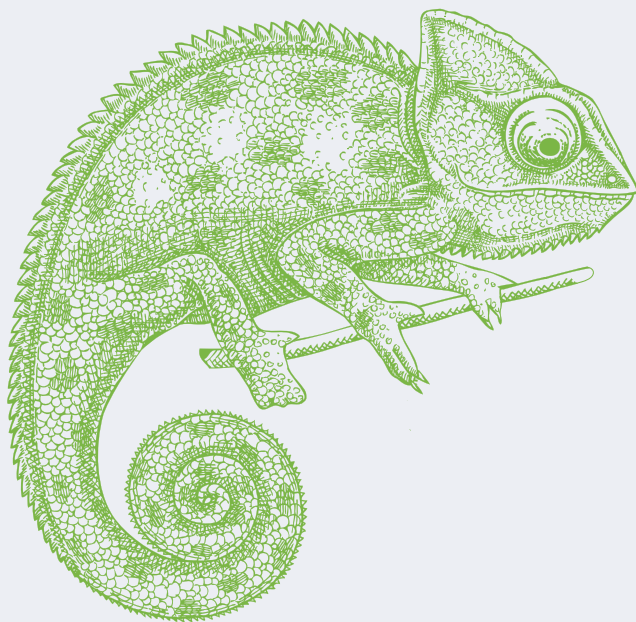
Le label ne remplace cependant pas l'analyse du produit, du risque ou de l'horizon de placement, mais il aide à identifier les bonnes méthodes et les stratégies sérieuses.

Cette déclinaison immobilière illustre aussi l'élargissement progressif du label ISR. Une dynamique appelée à se poursuivre avec un futur référentiel dédié au capital-investissement, nouvelle étape dans l'adaptation du label aux différents univers de placement.

Le label ISR ne constitue pas une garantie de performance financière : comme tout investissement, un fonds labellisé reste soumis aux risques et aux fluctuations des marchés.



patrimonia
2026



Proximité et ingéniosité au cœur des valeurs en transformation

30 sept./1er oct

CENTRE DES CONGRÈS DE LYON

TOUTES LES INFORMATIONS SUR **www.patrimonia.fr**

La Convention Patrimonia est organisée sous le parrainage du ministère
de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.



LA CONVENTION EUROPÉENNE DES PROFESSIONNELS DU PATRIMOINE

RETROUVEZ NOUS SUR





3^e PALMARÈS DES SCPI ET SC DURABLES

En janvier 2026, l'Association des Acteurs de la Finance Responsable, le média ID (L'Info Durable) et la société d'analyse financière durable Deeptinvest ont organisé la troisième édition du Palmarès des SCPI et SC durables.

Avec cette troisième édition, le Palmarès des SCPI et SC durables s'impose comme un outil de référence pour décrypter l'engagement ESG des fonds immobiliers. Il vise à offrir un repère fiable aux acteurs de l'investissement immobilier, qu'ils soient particuliers, CGP, institutionnels ou gestionnaires de fonds, tout en facilitant les échanges entre les différentes parties prenantes.

Cette édition s'inscrit dans un contexte encore marqué par les ajustements du marché. Après deux années de fortes turbulences liées à la hausse des taux d'intérêt, 2025 amorce un retour progressif à l'équilibre, avec une stabilisation des prix, une reprise de la collecte et un regain d'intérêt des épargnants. Dans le même temps, le marché se polarise, avec des écarts de performance plus marqués entre les SCPI.

Pour analyser ces dynamiques, le Palmarès repose sur le Deeptindex® durable développé par Deeptinvest, un score ESG sur 100 points structuré autour de plusieurs piliers : emplacement et risques du patrimoine, performance environnementale, indicateurs sociaux et gouvernance. Cette troisième édition intègre un renforcement du volet gouvernance, avec l'introduction d'un critère de "controverses", visant à mieux prendre en compte les pratiques et la transparence des sociétés de gestion.

Parmi les lauréats, Transitions Europe (Arkéa REIM) se distingue en arrivant en tête des catégories "Commerces et diversifiées" et "Euro-

péennes". Iroko Zen (Iroko) remporte, quant à elle, le vote des conseillers en gestion de patrimoine. La catégorie "Newbies", dédiée aux fonds les plus récents, voit Moment Time (Arkéa REIM) arriver en tête.

Dans la catégorie "Bureaux", Novaxia Neo (Novaxia Investissement) et Peref Evo (Peref Gestion) occupent conjointement la première place, devant Elialys et Eurovalys (Advenis REIM). À ce propos, Julie Lozeron, Chargée de mission ESG chez Advenis REIM, souligne : "Dans un premier temps, nous avons effectué une importante démarche de collecte de données et de sensibilisation de nos locataires. Ensuite, nous nous sommes vraiment concentrés sur l'amélioration des performances énergétiques de nos bâtiments, en capitalisant notamment sur l'énergie solaire. On s'intéresse également à ce que veulent nos locataires : nous avons ainsi pu installer des bornes de recharge électrique. Tout cela contribue à l'amélioration de notre démarche."

Les fonds "Thématiques" confirment leur dynamique avec Log In (Theoreim) et PF Hospitalité Europe (Perial AM), ex aequo en tête. Enfin, la nouvelle catégorie introduite cette année, les SC durables, distinguent Perial Euro Carbone (Perial AM) et Nao Logistics (Telamon) en première position.

LISTE DES PODIUMS DE CHAQUE CATÉGORIE

COMMERCE ET DIVERSIFIÉES

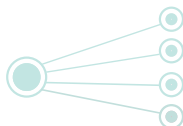


TRANSITIONS EUROPE – Arkéa REIM

IROKO ZEN – Iroko

EPSICAP NANO – Epsicap REIM

BUREAUX



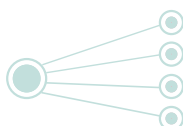
NOVAXIA NEO – Novaxia Investissement – ex aequo

PAREF EVO – Peref Gestion – ex aequo

ELIALYS – Advenis REIM

EUROVALYS – Advenis REIM

THÉMATIQUES



LOG IN – Theorem – ex aequo

PF HOSPITALITÉ EUROPE – Perial AM – ex aequo

KYANEOS PIERRE – Kyaneos

COMETE – Alderan

EUROPÉENNES

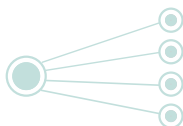


TRANSITIONS EUROPE – Arkéa REIM

PAREF EVO – Peref Gestion

ELIALYS – Advenis REIM

SC DURABLES



PERIAL EURO CARBONE – Perial AM – ex aequo

NAO LOGISTICS – Telamon – ex aequo

TERRITOIRES AVENIR – Arkéa REIM

IROKO IMPACT – Iroko

NEWBIES



MOMENT TIME – Arkéa REIM

EPARGNE PIERRE SOPHIA – Atland Voisin

OSMO ENERGIE – Mata Capital

VOTE DES CGP



IROKO ZEN – Iroko

IROKO IMPACT – Iroko

EUROVALYS – Advenis REIM

REVIVEZ LA CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX DE CETTE TROISIÈME ÉDITION



AVERTISSEMENT:

Cet événement s'adresse spécifiquement à une clientèle professionnelle et ne constitue pas un conseil en investissement financier.



OÙ S'INFORMER ?

Que vous soyez novice ou professionnel, il existe de nombreuses ressources pour comprendre et suivre l'évolution de la finance durable. Elles permettent de s'informer sur les réglementations, les tendances ESG et les pratiques d'investissement responsable.

INSTITUTIONS ET AUTORITÉS DE RÉFÉRENCE

Ces organismes publient régulièrement rapports, études et recommandations sur l'ISR, la RSE et les enjeux ESG :

Autorité des marchés financiers (AMF)

Association française de la gestion financière (AFG)

Banque de France

Commission européenne

Forum pour l'investissement responsable (FIR)

France Invest

Institut de la Finance Durable

MÉDIAS GÉNÉRALISTES ET SPÉCIALISÉS

Pour suivre l'actualité, les analyses et enquêtes sur les pratiques ESG :

L'Agefi

ID, l'Info Durable

La Tribune

Les Échos

Novethic

Option Finance

Responsible Investor

RSE DATANEWS

PLATEFORMES ET BASES DE DONNÉES

Pour comparer performances ESG, obtenir des analyses sectorielles ou des données financières et extra-financières fiables :

Bloomberg

EthiFinance

FTSE Russell

ISS ESG

Morningstar

MSCI

Quantalys

Standard & Poor's

Sustainalytics

CONSEIL PRATIQUE

Croiser ces sources permet de mieux évaluer les fonds, comprendre leur stratégie ESG et suivre l'évolution des labels et réglementations.

Oui, vos investissements peuvent être **durables** *et* viser la performance.

Parce que chez Ecofi, nous sommes convaincus que la finance est un puissant levier de transformation, nous mettons notre expertise au service d'une finance active, engagée et tournée vers l'impact.

Parce que chaque solution d'investissement que nous construisons vise à conjuguer performance et durabilité.

Pour vous. Pour la société. Pour les générations futures.



Ecofi Investissements,
société de gestion engagée.
www.ecofi.fr

FORMATIONS ET RESSOURCES POUR LES PROFESSIONNELS

La finance durable attire de plus en plus les professionnels souhaitant acquérir de nouvelles compétences ou se spécialiser. Plusieurs types de formations sont disponibles selon le profil et les objectifs.

FORMATIONS CERTIFIANTES ET SPÉCIALISÉES

LONGUE DURÉE

Public

Cadres, managers, futurs dirigeants

Durée

Plusieurs semaines à plusieurs mois

Objectif

Développer des compétences stratégiques et techniques approfondies pour des postes à responsabilité.

Exemples

- Executive Mastère Spécialisé® Direction Financière et Contrôle (DFC) – ESSEC Business School
- Master Class 21 : accroître la performance dans une trajectoire durable – CentraleSupélec
- Mastère Finance et développement durable – ESG Finance

COURTE DURÉE

Public

Professionnels en activité

Durée

Quelques heures à quelques jours

Objectif

Acquérir rapidement des compétences ciblées, souvent opérationnelles et modulables.

Exemples

- Certificat information extra-financière : audit, reporting & notation – Dauphine PSL
- Prépa CESGA – préparation à l'examen du CESGA – SFAF
- Formations en finance durable – Novethic

ID ▶ Le studio

LE STUDIO ID TRANSFORME LES SUJETS COMPLEXES EN CONTENUS CLAIRS, CRÉDIBLES ET ENGAGEANTS.

Au studio ID, nous concevons des contenus responsables pensés pour vos propres canaux de communication. Notre expertise des sujets liés à la durabilité nous permet d'allier exigence éditoriale, créativité et pédagogie, avec une approche agile et réactive.

NOUS RÉALISONS

Rapports d'activité



Podcasts



Livres blancs



Contenus web & réseaux sociaux



Vidéos



Événements



Articles & dossiers



Sur mesure



VOUS AVEZ UN PROJET DE CONTENU À FORTE VALEUR AJOUTÉE ?

Demandez votre devis

sales@infodurable.fr

www.lagenceid.fr



FORMATIONS ET RESSOURCES POUR LES PROFESSIONNELS

RESSOURCES ACCESSIBLES ET FORMATIONS EN LIGNE

Public

Débutants et professionnels curieux

Durée

Flexible, souvent par modules

Exemples

- La Candriam Academy – Candriam
- MOOC Finance Durable – Institut Louis Bachelier
- Module e-learning finance durable – ESBanque et SKEMA

CERTIFICATION AMF

L'Autorité des marchés financiers propose une certification en finance durable, ouverte à tous, particulièrement destinée aux professionnels "vendeurs".

Elle assure un socle minimal de connaissances sur le cadre institutionnel et économique de la finance durable, complémentaire à l'examen généraliste AMF.





Anaïs Cassagnes,
Analyste Durabilité,
Spécialiste droits humains



Claire Mouchotte,
Analyste Durabilité,
Spécialiste capital humain

SANTÉ MENTALE : L'AFFAIRE DES ENTREPRISES COMME DES INVESTISSEURS

La santé mentale, désignée grande cause nationale 2025 puis reconduite en 2026, s'impose comme un enjeu de société majeur. Encore peu structurée, elle constitue pourtant un sujet économique et stratégique pour les entreprises comme pour les investisseurs.

Absentéisme, arrêts maladie, perte de motivation et baisse de productivité représentent un coût significatif pour les organisations et pour la collectivité. Selon une étude de Deloitte UK (2025), chaque livre investie génère un retour d'environ 4,8£, tandis que l'OMS estimait dès 2022 son coût à près de 9% du PIB mondial. La santé mentale est ainsi un enjeu à la fois financier et extra-financier que les investisseurs doivent intégrer, car elle participe clairement à la création de valeur à long terme. Pourtant, le sujet reste peu identifié dans les pratiques ESG et encore rarement formalisé au sein des entreprises.

En tant qu'investisseur engagé, Sycomore Asset Management a souhaité approfondir ce sujet afin de structurer un cadre d'analyse couvrant les enjeux internes (collaborateurs) et externes (consommateurs). C'est dans le cadre du Think Tank 2030 Investir demain cofondé avec L'AGEFI et L'Info Durable qu'un groupe de travail réunissant différents experts a permis de dégager plusieurs enseignements après un an d'échanges et de réflexions sur le sujet.

Concernant les collaborateurs, une approche globale et structurée s'impose autour de trois axes : prévention, détection et réaction. Les entreprises les plus avancées combinent prévention primaire (organisation du travail), secondaire (détection des signaux) et tertiaire

(accompagnement), avec une forte implication des managers de proximité et une participation active des salariés. La santé mentale y est traitée comme un élément structurant du modèle de travail. Ces entreprises présentent des caractéristiques communes : un engagement fort du leadership et une approche organisationnelle, au-delà des seules actions individuelles.

Du côté des consommateurs, le sujet reste émergent et également peu structuré. Certaines entreprises sont exposées à des risques liés à leurs modèles économiques, tels que la captation de l'attention, l'engagement prolongé ou les mécanismes d'addiction. Elles s'exposent alors à des risques réputationnels, réglementaires, juridiques ou encore de perte de confiance de leurs clients, pouvant se matérialiser financièrement et impacter la valeur d'une entreprise. La conception même des produits joue à cet égard un rôle central pour limiter les effets négatifs sur la santé mentale.

Dans ce contexte, les investisseurs ont un rôle clé à jouer pour structurer l'intégration de ces enjeux dans l'analyse ESG, à travers des indicateurs à la fois quantitatifs et qualitatifs. En menant un dialogue actionnarial actif et exigeant, ils peuvent valoriser les bonnes pratiques, sensibiliser aux risques et accompagner la transformation des entreprises vers des modèles plus durables.

GLOSSAIRE

Notions clés de la finance durable

CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)

Directive européenne encadrant la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises entrant dans son champ d'application. Elle vise notamment à rendre compte des impacts des entreprises sur l'environnement et la société ainsi que des effets des enjeux de durabilité sur leur activité. La directive (UE) 2026/470, entrée en vigueur en mars 2026, a resserré son périmètre, désormais centré sur les entreprises de plus de 1 000 salariés réalisant plus de 450 millions d'euros de chiffre d'affaires net annuel. Les États membres doivent transposer ces modifications au plus tard en mars 2027.

ESG (environnement, social et gouvernance)

Critères permettant d'évaluer un acteur économique au-delà des aspects financiers classiques (rentabilité, prix de l'action, croissance). Les critères ESG prennent en compte l'impact environnemental et social, la gestion des ressources humaines et la gouvernance (ex. traitement des actionnaires minoritaires).

Finance à impact

Stratégie d'investissement ou de financement visant à accélérer la transformation juste et durable de l'économie réelle, avec preuve des effets bénéfiques. Elle repose sur l'intentionnalité, l'additionnalité et la mesure de l'impact.

Finance durable

Ensemble des pratiques financières qui intègrent des considérations environnementales, sociales et de gouvernance aux décisions de financement et d'investissement, en complément des critères financiers. Elle regroupe l'ISR, la finance verte et la finance solidaire.

Finance solidaire

Formes d'épargne destinées au financement d'activités à vocation sociale ou d'utilité sociale (micro-crédit, insertion, accompagnement des personnes en difficulté). Objectif : soutenir l'économie sociale et solidaire.

Financement participatif (crowdfunding)

Outil de collecte de fonds via une plateforme internet, permettant à un ensemble de contributeurs de financer directement et de manière traçable des projets identifiés.

Investissement socialement responsable (ISR)

Démarche qui applique les principes du développement durable à l'investissement. Les décisions prennent en compte des critères extra-financiers : respect de l'environnement, bien-être des salariés, bonne gouvernance, en complément des considérations financières.

Obligations durables

Obligations émises par une entreprise, une institution financière ou une entité publique pour financer des projets à vocation environnementale et/ou sociale. Selon leur type, les fonds levés sont affectés à des projets définis ou les caractéristiques de l'obligation sont liées à l'atteinte d'objectifs de durabilité. Comme pour toute obligation, le niveau de risque dépend notamment de l'émetteur et des caractéristiques du titre.

ODD (Objectifs de développement durable)

17 objectifs adoptés en 2015 par les États membres de l'ONU dans l'Agenda 2030, couvrant l'ensemble des enjeux de développement : climat, biodiversité, énergie, eau, pauvreté, égalité des genres, prospérité économique, paix, agriculture, éducation, etc.

SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation)

Règlement européen entré en vigueur le 10 mars 2021, visant à harmoniser et renforcer la transparence pour les acteurs financiers. Il oblige à publier des informations sur les politiques d'investissement et sur les produits présentant des caractéristiques extra-financières.

Taxonomie verte européenne

Règlement européen qui définit les activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental. Une activité doit contribuer de manière substantielle à au moins un des six objectifs environnementaux, ne causer de préjudice important à aucun autre, respecter des garanties minimales et satisfaire aux critères techniques applicables. Un acte délégué complémentaire, applicable depuis janvier 2023, a intégré sous certaines conditions strictes des activités spécifiques liées au gaz et au nucléaire parmi les activités pouvant relever de la taxonomie.

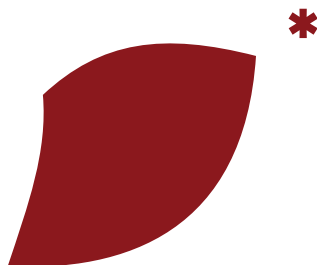


10 QUESTIONS À SE POSER AVANT D'INVESTIR

Avant de choisir un produit d'investissement responsable, il est important de s'interroger sur différents critères : objectifs, stratégie, impact, transparence et adéquation avec son profil.

- ☐ 1. Quels enjeux de durabilité le produit prend-il en compte ?
- ☐ 2. Est-il aligné avec mes valeurs et mes préférences ?
- ☐ 3. Quelle stratégie d'investissement le fonds adopte-t-il ?
- ☐ 4. Le fonds dispose-t-il d'un label reconnu ?
- ☐ 5. Quelle est sa classification SFDR ?
- ☐ 6. Quelle est la politique d'investissement responsable de la société de gestion ?
- ☐ 7. Quels secteurs ou activités sont explicitement exclus ?
- ☐ 8. Quels indicateurs permettent de mesurer les résultats extra-financiers du fonds ?
- ☐ 9. Le niveau de transparence sur la composition du portefeuille est-il suffisant ?
- ☐ 10. Ce produit correspond-il à mon profil d'investisseur ?

Il y a ceux qui commentent les succès
et ceux qui les construisent.



***Excellence institutionnelle. Ambition privée.**

Chez Montefiore, depuis plus de 20 ans, nous bâtissons aux côtés de ceux qui entreprennent, qui innovent. Nous les accompagnons dans leurs ambitions, dans le développement de leurs marchés et leur trajectoire de croissance. Nous nous investissons à leurs côtés et associons leurs équipes à la réussite. Nous les aidons à changer d'échelle, en France et en Europe, en leur apportant les moyens d'accélérer. Avec Montefiore Private Wealth Solutions, nous projetons cette excellence du Capital Investissement pour le futur du patrimoine privé.



Montefiore
PRIVATE WEALTH SOLUTIONS

montefiore.eu



Investir pour demain commence par comprendre aujourd'hui.

Dans un monde en pleine transformation, les enjeux climatiques, sociaux et économiques redéfinissent notre manière d'investir.

Avec la Candriam Academy, développez gratuitement vos connaissances en investissement durable et responsable, à votre rythme, aux côtés d'une communauté internationale de près de 20 000 membres.

Formez-vous aujourd'hui.
Contribuez à la finance
de demain.

academy.candriam.com



CANDRIAM ACADEMY
INVESTORS FOR TOMORROW 

